

# La campagne d'impôt sur le revenu, c'est LE moment!!!



C'est le moment ... où les agent-es de Finances publiques ont toute l'attention des usager-es, des contribuables, des comptables, bref des citoyen-nes qui vont se déplacer ou nous contacter en masse pour remplir leur déclaration d'impôt (plus de 20 % d'entre eux).

**NOUS, agent-es des Finances publiques, sommes les mieux placés pour dénoncer la destruction de nos services publics et de ses agent-es qui sont pourtant une richesse collective !**

**Pour cela, pendant la campagne, la CGT Finances publiques vous appelle à organiser des actions devant les sites accueillant du public pour sensibiliser chacun-e à la défense du Service public.**

Tous et toutes doivent savoir qu'à l'heure où la direction générale des Finances publiques se gargarise des milliards récupérés sur la fraude fiscale, les moyens octroyés à ses missions sont en baisse. Elle met en avant l'utilisation de l'intelligence artificielle, mais ne dit pas qu'elle aurait pu récolter encore plus si les moyens humains et techniques n'étaient pas en diminution. Et parce que **l'État est en train de brader l'excellence de notre administration, c'est aussi la dette informatique qui impacte directement le porte-monnaie de chacun-e.**

## **NOUS, agent-es des Finances publiques, devons le dénoncer**

La sécurité informatique n'est plus assurée, nous l'avons vu récemment avec les fuites de Ficoba. La réforme applicative menée sans expérimentation et dans la précipitation sur l'évaluation des biens immobiliers et sur le transfert de l'établissement des Taxes d'aménagement a entraîné une perte de recettes pour les collectivités locales. A l'heure où l'État se désengage de plus en plus sur les collectivités, cela signifie **de moins en moins de prise en charge publique et de plus en plus de services payants** = cantine plus chère, gestion privée des voies, services de secours payants, hôpitaux sans moyens...

## **NOUS, agent-es des Finances publiques, devons le dénoncer**

La facturation électronique mise en place actuellement devait s'appuyer sur un portail public pour les échanges de documents, mais aujourd'hui la DGFIP n'a plus les moyens de concevoir ce type d'outils et **ce sont donc à des logiciels privés, payants, que les entreprises doivent avoir recours.**

## **NOUS, agent-es des Finances publiques, devons le dénoncer**

Pour la direction générale **la réception physique** n'a pas le vent en poupe, elle est néanmoins toujours **essentielle en cette période, en particulier pour les publics précaires.** C'est une des missions dans lesquelles les personnels se sentent le plus utiles mais le manque de moyens crée souvent des tensions qui **la rendent insatisfaisante pour l'agent-e comme pour l'utilisateur.** La présence de vigiles est aujourd'hui habituelle.

## **NOUS, agent·es des Finances publiques, devons le dénoncer**

Le bilan que tire l'administration de la campagne déclarative 2025, c'est moins d'accueil dans les services locaux et plus dans des 1/3 lieux. Évidemment, puisque les implantations des services DGFIP de pleine compétence ont été drastiquement diminuées à la suite du Nouveau réseau de proximité (NRP) mis en place depuis 2019. Ce sont 2266 trésoreries qui ont été supprimées et de nombreux services fusionnés alors que le maillage territorial assurait une égalité d'accès à tous et toutes.

A titre d'accueils de proximité, ce sont dans la plupart des cas des tabacs (où seul le paiement est possible), les accueils France Service (où un·e agent·e ayant accès au dossier est rarement présent·e) qui apparaissent, **mais cela ne correspond pas aux besoins !**

La nouvelle communication de la DG fait apparaître 20 996 accueils de proximité de la DGFIP répartis comme suit :

### **20996 SERVICES CORRESPONDANT À VOTRE RECHERCHE**

- ✓ 🏢 1839 Finances publiques
- ✓ 🚐 31 France Services Itinérants
- ✓ 🏠 15751 Buralistes / Partenaires agréés
- ✓ 🏠 2926 France Services
- ✓ 👤 449 Permanences Finances publiques

**publicité  
mensongère !**

## **NOUS, agent·es des Finances publiques, devons le dénoncer**

Alors que les canaux d'accueil se multiplient (physique, téléphonique, messagerie, visio, avec ou sans rendez vous ...), le nombre d'agent·es dévolu·es à la mission diminue. Les services civiques, payé·es une misère, dépassent souvent le cadre de leurs missions, les services ont recours à des stagiaires, des étudiant·es (non rémunéré·es). Alors que ces personnes sont là pour apprendre, elles doivent accomplir des missions dévolues à du personnel formé et ...rémunéré !

## **NOUS, agent·es des Finances publiques, devons le dénoncer**

Lors de la dernière campagne d'impôt sur le revenu, 72 % des directions ont fait remonter des problèmes d'effectif, 84 % ont eu du mal à mobiliser des effectifs sur l'accueil téléphonique.

Si le nombre d'agent·es n'est pas l'alpha et l'oméga, dans quelle entreprise diminuerait-on le personnel de 30 % en 15 ans avec en parallèle une dette technique qui s'accroîtrait tout en augmentant la production ???

Dans l'administration fiscale, c'est possible... grâce à une haute technicité, mais elle s'étiolé par l'industrialisation des tâches et grâce à la forte implication des personnels de plus en plus en souffrance avec des conditions de travail qui se détériorent.

**Ce n'est pas une fatalité, nous devons le dénoncer car ce n'est qu'en rendant cette situation publique que nos dirigeants agiront.**

**Du 9 avril au 4 juin, en se rassemblant devant les centres des Finances publiques pour informer usager·es et contribuables.**

**Le 1<sup>er</sup> mai en manifestant pour le droit à fêter nos acquis sociaux.**

**Le 15 mai en se mettant en grève pour que chaque agent·e des Finances publiques puisse faire valoir son droit à congés.**